

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@gmail.com

PROSPECTIVE À... 2040

Pauvres vieux à venir ?

Que deviendrons-nous demain, non pas le mercredi 23 mars 2016, mais dans 10, 20 ou 30 ans ? Notre système de retraite existera-t-il toujours ? Serons-nous toujours en mesure de le financer ? Retraite très difficile, retraités en souffrance... Un peu de prospective (*), qui n'est pas de la fiction !

Martin Hutchinson a fait toute sa carrière dans les finances. Il est aussi chroniqueur dans nombre de grands journaux internationaux. Récemment, il a publié un article de prospective sur les menaces qui pèsent sur les systèmes de retraite un peu partout dans le monde, un brin provocateur et volontairement pessimiste. Il considère que «d'ici vingt-cinq ans, nos systèmes de retraite se seront effondrés et la crise de la dette menacera l'ensemble des économies». Pour lui, «il est des périodes de l'histoire où il a été bon d'être jeune, comme dans les années 1960, symboles de prospérité et de hédonisme. C'est toujours moins sympathique d'être vieux, mais on peut estimer que les années 1990 ont représenté un âge d'or pour les anciens». L'appréciation des valeurs mobilières avait vu prospérer les caisses de retraite et la génération des seniors était relativement réduite. Cependant, au vu des tendances actuelles en

matière de démographie et de budget des Etats, les plus jeunes des «baby boomers» (**) — il n'en restera plus que quelques-uns des tout premiers —, ainsi que les membres de la génération X [personnes nées entre 1966 et 1976] peuvent être certains d'une chose : être âgé en 2040 sera fort désagréable. Le problème ne se limite pas aux Etats-Unis.

Il concerne à peu près toute la planète. Il estime par ailleurs que pour «ceux qui prendront leur retraite d'ici quelques années, l'avenir ne semble pas aussi réjouissant, loin de là.

Les mécanismes qui vont créer cette situation difficile sont déjà en place. Dans la plupart des pays et depuis le krach financier de 2008, les taux d'intérêt extrêmement bas s'accompagnent de déficits budgétaires sans précédent. A long terme, ces deux phénomènes sont particulièrement dangereux pour les perspectives de la population vieillissante».



Ceux qui sont nés entre 1955 et 1975 vivront une retraite extrêmement difficile

En 2030, les premiers baby boomers seront en grande partie toujours de ce monde et les politiques continueront à repousser les problèmes aussi loin que possible dans le futur, afin d'éviter la colère de leur électorat du troisième âge.

Les impôts auront augmenté, l'épargne aura été décimée, mais avec l'application de solu-

tions symboliques à court terme le problème n'aura pas encore atteint le point de crise le plus aigu. En 2040 cependant, la moitié de la cohorte des baby boomers étant partie pour d'autres cieux, un véritable cataclysme sera à l'œuvre.

Aux Etats-Unis, les caisses de la Sécurité sociale seront à sec et il faudra sabrer largement dans les prestations sociales des retraités. Vengeance terrible. Vers 2040, se produira une

crise de l'endettement. La solution la plus évidente sera encore une fois de tailler sévèrement dans les retraites et les prestations sociales des seniors.

Les vieillards de 2040, ceux qui sont nés entre 1955 et 1975 vivront une retraite extrêmement difficile. Les détails du phénomène et la date à laquelle il surviendra différeront dans la plupart des pays riches, mais sa nature sera la même partout.

LSR

ANR/SH : MISE EN CONFORMITÉ DES STATUTS

De l'association nationale des retraités Sonatrach

Conformément à la nouvelle loi n°12-06 sur les associations et notamment son article 18 alinéa 02, il a été procédé, en date du 07-02-2016, à la mise en conformité sous le n° 06 de notre association qui active depuis 1994 dans un cadre socio-culturel légal.

Siège social : 82, avenue Ahmed-Gharmoul – Alger.

Tél : 024 79 57 28 – Fax : 024 79 56 30 – Email : krimo_hn@live.fr – arshouest@yahoo.fr

Nous invitons l'ensemble des retraités de la Sonatrach à rejoindre la nouvelle équipe de l'ANR/SH.

COURRIER DES LECTEURS

Recours à M. le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Monsieur le ministre,

Ayant vainement attendu la prise en compte de nos doléances auprès de la CNR, il ne reste plus, pour nous les nouveaux retraités victimes d'erreurs de calcul de nos retraites, que le seul recours à votre compétence afin d'intervenir auprès de la CNR pour reconstituer la commission de recours locale dissoute depuis juin 2015. Pour votre information, depuis cette date, les dossiers de recours sont en train de s'accumuler auprès de la caisse sans espoir de règlement de sitôt. Nous comptons beaucoup sur votre intervention auprès de la CNR et nous vous remercions d'avance.

Agma Reza

Retraité Casnos et toujours cotisant, et après ?

Je vous remercie pour la page «Soir Retraite». La majorité des retraités achète votre quotidien le mardi

pour avoir des éclaircissements. Mon cas est le suivant : je suis retraité de la Casnos et je continue à cotiser à l'assurance maladie tant que mon local commercial est en fonction. Il n'y a aucun avantage pour nous retraités de ladite caisse et pourtant l'Etat perçoit les impôts du local.

Mohamed Refes

RÉPONSE : D'abord, c'est une obligation légale. Quand vous cesserez votre activité commerciale, le montant de vos cotisations sera revu à la baisse, et ce, en fonction de ce que vous percevez comme pension de retraite. Et puis, il ne faut pas trop se plaindre, le système de retraite en Algérie – ce qui est une aberration — n'interdit pas le cumul de la pension de retraite avec la poursuite de l'activité. Il faut aussi vous rappeler que la Sécurité sociale en Algérie est encore basée sur la solidarité et la répartition entre l'ensemble des assurés sociaux.

Que faire ?

Je vous prie de bien vouloir me renseigner sur le cas suivant. Mon dernier employeur était une entreprise publique et sur la base de la déclaration des 60 derniers mois de salaires, la CNR a révisé ma pension de retraite

en date du 24 août 2015 mais sans tenir compte des rappels sur salaires perçus aux mois d'août 1996 et mars 1997 en qualité de cadre dirigeant. Ces rappels, bien que figurant dans mes bulletins de paie, n'ont jamais fait l'objet de déclaration auprès de la Cnas.

J'avais invité le liquidateur de l'entreprise par correspondance datée du 6 août 2015 à régulariser ma situation auprès de la Cnas par l'établissement d'une déclaration annuelle de salaires complémentaire, mais sans aucune suite. De ce fait, j'ai intenté une action en justice contre l'entreprise, mais j'ai été débouté pour cause de délais de prescription. Je ne pouvais pas savoir lors de ma démission le 30 septembre 1997 qu'il y aurait un problème de déclaration de cotisations pour ma retraite qui interviendra le 22 décembre 2014. Alors que faire? Dans l'attente de vous lire, salutations distinguées.

M. Berhamoune Abdelmalik, Bouira

RÉPONSE : Bizarre cette histoire de prescription : ce délai aurait dû courir à partir d'août 2015 quand vous avez saisi le liquidateur. Ce dernier aurait pu corriger — c'est un des objets de sa mission —, réparer ce contentieux en versant a posteriori vos cotisations. Est-ce que vous avez intenté un recours judiciaire contre la décision du tribunal ?